

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE EUROPÉENNE DU CRÉDIT MUTUEL

Société par Actions Simplifiée au capital de 134 048 920 €uros
Siège social : 4, rue F-Guillaume Raiffeisen, 67000 STRASBOURG
379 522 600 R.C.S. STRASBOURG

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2019

I. — Bilan au 31 décembre 2018
(en milliers d'euros)

Actif (en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Caisse, banques centrales	59 303	58 730
Créances sur les établissements de crédit	3 567 186	4 868 143
Opérations avec la clientèle	15 040 324	13 780 136
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	21	21
Participations et autres titres détenus à L.T.	637	499
Parts dans les entreprises liées	12 643	11 023
Immobilisations incorporelles	1 094	1 067
Immobilisations corporelles	1 176	872
Autres actifs	37 048	33 735
Comptes de régularisation	536 921	214 129
Total de l'actif	19 256 353	18 968 355
Hors bilan (Engagements donnés)	31.12.2018	31.12.2017
Engagements de financement	6 285 839	5 673 942
Engagements de garantie	4 140 618	3 664 543
Passif (en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Dettes envers les établissements de crédit	5 072 634	4 674 226
Opérations avec la clientèle	12 062 342	12 360 542
Dettes représentées par un titre	11 399	11 099
Autres passifs	61 847	96 696
Comptes de régularisation	273 822	107 143
Provisions	10 308	9 535
Dettes subordonnées	281 081	301 083
Fonds pour risques bancaires généraux	200 000	200 000
Capitaux propres hors FRBG	1 282 920	1 208 031
<i>Capital souscrit</i>	<i>134 049</i>	<i>134 049</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>368 011</i>	<i>368 011</i>
<i>Réserves</i>	<i>670 482</i>	<i>606 035</i>
<i>Report à nouveau (+/-)</i>	<i>525</i>	<i>101</i>
<i>Résultat de l'exercice (+/-)</i>	<i>109 853</i>	<i>99 835</i>
Total du passif	19 256 353	18 968 355
Hors bilan (engagements reçus)	31.12.2018	31.12.2017
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	3 691 751	2 906 083

II. — Compte de résultat

Compte de résultat (en milliers d'euros)	31.12.2018	31.12.2017
Intérêts et produits assimilés	266 143	266 290
- Intérêts et charges assimilées	-31 283	-39 474
+ Revenus des titres à revenu variable	0	1
+ Commissions (produits)	419 620	382 584
- Commissions (charges)	-357 336	-318 534
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 500	927
+/- Gains ou pertes sur opérat. des portefeuilles de placement et assimilés	1	1
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 235	4 450
- Autres charges d'exploitation bancaire	-1 835	-5 572
Produit net bancaire	298 045	290 673
- Charges générales d'exploitation	-94 784	-91 260
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-227	-192

Résultat brut d'exploitation	203 034	199 221
+/- Coût du risque	-31 437	-40 570
Résultat d'exploitation	171 597	158 651
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-11	-4
Résultat courant avant impôt	171 586	158 647
+/- Résultat exceptionnel	-416	-421
- Impôt sur les bénéfices	-61 317	-58 391
+/- Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	109 853	99 835

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale décide de répartir le bénéfice de l'exercice de 109 853 434,04 euros auquel s'ajoute le report à nouveau de 524 847,14, soit la somme de 110 378 281,18 euros, comme suit :

1) de doter un montant de 110 000 000 euros à la réserve facultative,

2) de reporter à nouveau le montant résiduel de 378 281,18 euros.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les dividendes par action versés au titre des derniers exercices sont les suivants :

Exercice	2015	2016	2017
Montant en euros	4,85	7,24(1) 4,13(2)	5,29(1) 3,09(2)
Dividende éligible à l'abattement prévu par l'article 158 du CGI	Oui	Oui	Oui

(1) Pour les actions portant jouissance sur l'année complète.

(2) Pour les actions créées avec jouissance au 6 juin 2016.

III. — Notes annexes aux comptes annuels

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM) sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux normes 2014-03 et 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologués par arrêté ministériel.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes ;
- l'indépendance des exercices ;

Note n° 1.1 Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes sur la clientèle et les établissements de crédit sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition, s'il est différent de la valeur nominale.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et celles versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas concernant :

- la juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif
- les régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux
- la valorisation des titres de participation
- les provisions pour risques et charges

Note n° 1.2 Créances clientèle

Par définition sont considérées comme saines toutes les créances sur la clientèle n'entrant pas dans les catégories décrites ci-dessous.

Conformément à la norme ANC 2014-07, les créances de toute nature sont déclassées en créances douteuses dans les cas suivants :

- en cas de survenance d'une échéance impayée depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours ;
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures d'alerte, de redressement, de liquidation judiciaire, etc.) ;
- lorsque la créance présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

La classification en créance douteuse d'un concours accordé à une personne physique ou morale entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette

personne vers les rubriques d'encours douteux.

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

Concernant les créances douteuses sur les professionnels de l'immobilier, l'application de ces règles conduit à tenir compte de la valeur marchande des immeubles financés dans le secteur des marchands de biens. De même, le calcul du provisionnement des opérations liées à la promotion immobilière tient compte des frais financiers supplémentaires exposés par le promoteur, en raison du ralentissement éventuel de la commercialisation des programmes.

La provision constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de provision du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain répondent aux règles prudentielles en vigueur avec une automatisation sur base mensuelle qui permet l'exhaustivité du processus.

Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

La banque a défini des règles internes de déclassement automatique, qui présument le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

L'article 2221-5 prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

L'impossibilité de recouvrer tout ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage à pertes des dossiers. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec ;
- de l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux aient été mises en œuvre ;
- d'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes ;
- d'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

Note n° 1.3 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- " Obligations et autres titres à revenu fixe " ;

- " Actions et autres titres à revenu variable " ;

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application de l'article 1124-15 de la norme ANC 2014-07 qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

Titres de transaction

Sont classés dans ce portefeuille les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance (moins de six mois en principe) et qui sont négociables sur un marché dont la liquidité est assurée. Ils sont enregistrés frais d'acquisition et coupon couru éventuel à l'achat inclus. A la date de clôture, les titres de transaction sont évalués au prix de marché. Le solde global des gains et des pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement sont acquis avec l'intention de les détenir plus de six mois, afin d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Cette détention n'implique pas, pour les titres à revenu fixe, une conservation jusqu'à l'échéance.

Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné, conformément à l'option offerte. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel. Les titres de placement sont valorisés sur la base de la moyenne des cours de différentes places de cotations.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont classés dans ce portefeuille les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir durablement, en principe jusqu'à leur échéance, et pour lesquels il existe soit des ressources de financement adossées en durée, soit une couverture permanente contre le risque de taux. L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations.

Les bons du Trésor, titres de créances négociables et instruments du marché interbancaire classés dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont enregistrés au prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. Les produits d'intérêts sont calculés au taux négocié, le montant de la prime ou de la décote faisant l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle.

Les obligations comprises dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont comptabilisées hors coupon couru. Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres. Lorsque leur prix d'acquisition est différent de leur valeur de remboursement, cette différence est amortie linéairement et portée en charges ou produits selon le cas.

Les titres libellés en devises sont évalués au cours de change à la date de clôture ou à la date antérieure la plus proche. Les différences d'évaluation sont portées en pertes ou en gains sur opérations financières.

Cessions temporaires de titres

Les cessions temporaires de titres sont destinées à garantir des prêts ou des emprunts de trésorerie par des titres. Elles prennent principalement deux formes distinctes, selon le mécanisme juridique utilisé, à savoir :

- les pensions ;
- les prêts et emprunts de titres.

La pension consiste juridiquement à céder en pleine propriété des titres, l'acheteur s'engageant irrévocablement à les rétrocéder et le vendeur à les reprendre, à un prix et une date convenus lors de la conclusion du contrat. Comptablement, les titres donnés en pension sont maintenus dans leur poste d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables aux portefeuilles auxquels ils se rattachent. Parallèlement, la dette représentative du montant encaissé est enregistrée au passif. La créance représentative d'une pension sur titres reçus est enregistrée à l'actif.

Les prêts de titres sont des prêts à la consommation régis par le Code civil dans lesquels l'emprunteur s'engage irrévocablement à restituer les titres empruntés à l'échéance. Ces prêts sont généralement garantis par la remise d'espèces, qui restent acquises au prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans ce dernier cas, l'opération est assimilée à une opération de pension et enregistrée comptablement comme telle.

Il n'y a aucune opération de cession temporaire de titres en cours à la date d'arrêté.

Note n° 1.4 Options

Les primes payées ou perçues sont enregistrées en compte de bilan lors de leur paiement ou à leur encaissement. Au dénouement, elles sont enregistrées immédiatement au compte de résultat s'il s'agit d'opérations spéculatives.

Les primes sur options non dénouées sont évaluées à la clôture de l'exercice lorsqu'elles sont traitées sur un marché organisé. L'écart est enregistré au compte de résultat.

Note n° 1.5 Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et de filiales sont comptabilisés au coût historique.

A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Note n° 1.6 Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle. Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- Constructions – gros œuvre structure : 20 à 80 ans
- Constructions – équipements : 10 à 40 ans
- Agencements et installations : 5 à 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 à 10 ans
- Matériel roulant : 3 à 5 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans

Immobilisations incorporelles :

- Logiciels : 1 à 10 ans

Note n° 1.7 Conversion des opérations en devises

Les créances et dettes, ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan, sont convertis au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu.

Les actifs corporels sont maintenus au coût historique. Les actifs financiers sont convertis au cours de clôture (voir précisions notes précédentes).

Les produits et charges en devises sont enregistrés en résultat au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Les gains et pertes de change latents ou définitifs résultant des opérations de conversion sont constatés à chaque arrêté comptable.

Note n° 1.8 Contrats d'échange (swaps)

Les contrats d'échange (swaps) sont inscrits à leur valeur nominale en hors bilan.

En application de l'article 2522-1 de la norme ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer quatre portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), de couvrir et de gérer le risque global de taux dans un portefeuille de contrats d'échange, dit portefeuille de catégorie (c), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

Portefeuille (a) vers le portefeuille (b) ;

Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d) ;

Portefeuille (d) vers le portefeuille (b) ou (c).

La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs.

Le risque de contrepartie est calculé conformément à l'article 5.1 du règlement ANC 2014-07, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8 %. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10 %.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

Note n° 1.9 Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n°2003-R01 du Conseil National de la comptabilité. Le taux d'actualisation utilisé repose sur les titres d'Etat à long terme.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque Européenne du Crédit Mutuel et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers d'un contrat d'assurance. Ce contrat de type article 83 CGI assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations définies. L'engagement relatif à ce régime est entièrement couvert par les réserves constituées. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 62ème anniversaire.

Note n° 1.10 Fonds pour risques bancaires généraux

Définis dans le poste 9 de l'article 1121-3 de la norme ANC 2014-07, ce fonds est le montant que la banque décide d'affecter aux risques bancaires généraux lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents à la profession bancaire, parmi lesquels son exposition globale aux risques de taux et de contrepartie.

Au 31 décembre 2018, les montants affectés à ce fonds s'élèvent à 200 millions d'euros.

Note n° 1.11 Provisions

Les provisions affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

La BECM peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Note n° 1.12 Provision épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Lorsque ces engagements sont potentiellement défavorables, ils font l'objet de provisions calculées conformément aux dispositions réglementaires.

Ces provisions couvrent les engagements sur contrats existant à la date de détermination de la provision ; il n'est pas tenu compte des futures ouvertures de plans et comptes épargne logement.

Les encours futurs liés aux produits d'épargne logement sont estimés à partir de statistiques comportementales des clients dans un environnement de taux donné. Les

PEL qui sont souscrits dans le cadre d'une offre globale de produits liés et ne répondant pas aux lois comportementales susvisées sont exclus des projections. Les encours à risques qui font l'objet d'une provision sont constitués :

- pour les dépôts PEL, de la différence entre les encours probables d'épargne et les encours d'épargne minimum attendus. Ces encours minimum sont déterminés avec un seuil de confiance de 99,5% sur la base de plusieurs milliers de scénarios de taux différents ;
- pour les crédits épargne logement, des volumes futurs dépendant de la réalisation probable des droits acquis et des crédits déjà en force.

Les pertes futures sont évaluées par rapport aux taux non réglementés des comptes à terme pour l'épargne et des prêts ordinaires à l'habitat pour les crédits. Cette approche est menée par génération homogène de PEL et de CEL en termes de conditions réglementées, sans compensation entre les différentes générations. Les pertes ainsi déterminées sont actualisées à partir des taux déduits de la moyenne des douze derniers mois de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor 3 mois. Le montant des provisions repose sur la perte moyenne constatée à partir de plusieurs milliers de scénarios de taux générés par une modélisation stochastique. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

Note n° 1.13 *Impôt sur les bénéfices*

Avec effet au 1^{er} janvier 2016, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel a exercé l'option pour « l'intégration fiscale mutualiste » conformément aux dispositions de l'article 223 A, 5^{ème} alinéa du Code Général des Impôts.

Le mécanisme de l'intégration fiscale permet de payer l'impôt sur les sociétés sur un résultat global obtenu en faisant la somme algébrique des résultats positifs et négatifs des différentes entités du groupe. Le groupe d'intégration fiscale de la CFdeCM est constitué de :

- la CFdeCM elle-même, société « tête d'intégration » ;
- 1 358 Caisses de Crédit Mutuel et 10 Caisses Régionales de Crédit Mutuel rattachées aux Fédérations adhérentes au Crédit Mutuel Alliance Fédérale, obligatoirement membres de cette intégration fiscale ;
- la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et 24 de ses filiales (dont la BECM) qui ont exercé l'option pour y participer.

Par convention, chaque membre de l'intégration fiscale est tenu de verser à la CFdeCM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si le membre était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les membres auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et les contributions additionnelles sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable. Les crédits d'impôt attachés aux revenus de valeurs mobilières ne sont pas comptabilisés. Leur imputation est faite directement en déduction de la charge d'impôt.

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- Le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle, calculés comme si la société était imposée séparément ;
- Les dotations et reprises de provisions se rapportant aux éléments précédents ;
- Les éventuelles régularisations afférentes aux exercices antérieurs et aux rappels d'impôt ;
- Les crédits d'impôts étrangers et les pénalités et dégrèvements de l'exercice.

Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel le membre est solidaire : NEANT.

Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt que le membre aurait supporté en l'absence d'intégration fiscale : NEANT.

Déficits reportables : NEANT.

Note n° 1.14 *Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE*

La comptabilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi est conforme à la note d'information du 28 février 2013 du Collège de l'Autorité des Normes Comptables. Le montant du CICE, non imposable, est comptabilisé au crédit d'un sous compte des charges de personnel.

Note n° 1.15 *Consolidation*

La société est intégrée globalement dans les périmètres de consolidation du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale faisant lui-même partie du périmètre de consolidation de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel d'une part, et de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel d'autre part.

Note n° 1.16 *Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales*

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier et figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 12 février 2010.

Notes annexes au bilan

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers d'euros.

2.1 Créances sur les établissements de crédit

	Total 2018	Total 2017
Comptes ordinaires - actif	3 555 766	4 800 982
Comptes et prêts à terme	9 398	58 343
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Créances rattachées	4	58
Valeurs non imputées	2 018	8 760
Créances douteuses brutes		
Provisions pour dépréciation des créances douteuses		
Totaux	3 567 186	4 868 143

Répartition des créances sur les établissements de crédit (hors créances rattachées)

	2018 Créances saines	2018 Créances douteuses	2018 Provisions	2017 Créances brutes
. Répartition par secteur géographique				
- France	3 565 682			4 834 716
- Europe hors France	1 500			33 369
- Autres pays				
Totaux	3 567 182	0	0	4 868 085

2.2 Dettes envers les établissements de crédit

	Total 2018	Total 2017
Comptes ordinaires - passif	43 093	180 862
Comptes et emprunts à terme	5 020 291	4 482 344
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes rattachées	8 267	6 003
Autres sommes dues	983	5 017
Totaux	5 072 634	4 674 226

2.3 Ventilation des créances sur la clientèle

	Prêts	Créances rattachées	Total 2018	Total 2017
Créances commerciales	166 984		166 984	285 042
Crédits à l'exportation	6 585	9	6 594	8 034
Crédits à l'équipement	9 607 013	10 974	9 617 987	8 670 358
Crédits - promoteurs	1 430 914		1 430 914	1 065 700
Autres crédits à l'habitat	25 881	50	25 931	23 420
Prêts personnels	4 247		4 247	5 506
Crédits de trésorerie	1 500 351	1 007	1 501 358	1 602 406
Autres crédits à la clientèle	1 337 905	7 561	1 345 466	1 133 296
Prêts participatifs			0	0
Comptes ordinaires clientèle	847 015		847 015	879 022
Créances douteuses brutes - compromises	214 218		214 218	219 366
Créances douteuses brutes - autres	39 986	41	40 027	22 104
Prov. pour dépréciation des créances douteuses - compromises	-143 275		-143 275	-124 384
Prov. pour dépréciation des créances douteuses - autres	-17 142		-17 142	-9 734
Titres reçus en pension livrée			0	0
Totaux	15 020 682	19 642	15 040 324	13 780 136

Parmi les créances douteuses, les créances compromises s'élèvent à 214 218 milliers d'euros en 2018 et font l'objet de 143 275 milliers d'euros de provisions.

Le montant des crédits restructurés est de 147 019 milliers d'euros en 2018.

2.4 Répartition des créances sur la clientèle

Hors créances rattachées de 19 642 milliers d'euros	Créances saines	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions Créances douteuses	Provisions Créances Douteuses compromises
2018					
Répartition par grand type de contrepartie					
. Sociétés	14 780 613	38 793	209 796	16 216	141 437
. Entrepreneurs individuels	26 413	1 184	2 508	828	1 011
. Particuliers	56 949	9	1 914	99	827
. Administrations publiques	6 736				
. Administrations privées	56 185				
Totaux	14 926 896	39 986	214 218	17 143	143 275
Répartition par secteur d'activité					
. Agriculture et industries minières	84 798	468	3 042	125	2 258
. Industries	2 830 330	20 585	37 440	6 019	31 956
. Services aux entreprises et holding	2 551 387	4 670	38 180	2 392	18 766
. Collectivités et autres services aux particuliers	1 520 285	3 974	22 853	3 071	15 998
. Services financiers	2 310 825	7 235	75 037	3 565	58 505
. Services immobiliers	5 392 213	2 059	30 576	1 292	12 789
. Transports et communications	150 297	0	1 934	0	1 748
. Non ventilés et autres	86 761	995	5 156	679	1 255
Totaux	14 926 896	39 986	214 218	17 143	143 275

Répartition par secteur géographique					
. France	11 990 390	36 400	208 975	14 538	141 990
. Europe hors France	2 810 576	1 826	1 330	1 500	85
. Autres pays	125 930	1 760	3 913	1 105	1 200
Totaux	14 926 896	39 986	214 218	17 143	143 275

2.4 Répartition des créances sur la clientèle (Année précédente)

Hors créances rattachées de 17 256 milliers d'euros 2017	Créances brutes	Créances douteuses	Créances douteuses compromises	Provisions Créances douteuses	Provisions Créances Douteuses compromises
Répartition par grand type de contrepartie					
. Sociétés	13 573 358	19 899	216 841	8 835	123 093
. Entrepreneurs individuels	20 108	1 694	1 501	579	833
. Particuliers	22 754	503	1 024	320	458
. Administrations publiques	34 053	0	0	0	0
. Administrations privées	5 263	0	0	0	0
Totaux	13 655 536	22 096	219 366	9 734	124 384
Répartition par secteur d'activité					
. Agriculture et industries minières	86 317	823	2 443	496	1 910
. Industries	2 866 120	6 815	36 261	3 822	30 991
. Services aux entreprises et holding	2 161 590	1 865	43 548	795	17 870
. Collectivités et autres services aux particuliers	1 374 537	5 198	19 646	2 355	11 572
. Services financiers	2 079 423	2 273	79 777	640	47 038
. Services immobiliers	4 908 933	2 918	34 307	856	12 789
. Transports et communications	116 340	1	1 966	0	1 524
. Non ventilés et autres	62 276	2 203	1 418	770	690
Totaux	13 655 536	22 096	219 366	9 734	124 384
Répartition par secteur géographique					
. France	11 331 168	19 714	216 823	8 815	123 893
. Europe hors France	2 203 477	0	1 765	0	0
. Autres pays	120 891	2 382	778	919	491
Totaux	13 655 536	22 096	219 366	9 734	124 384

2.5 Provisions pour dépréciations des créances clientèle

Provisions	Provisions au 31.12.17	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Provisions au 31.12.18
Dépréciation des créances douteuses - crédits	128 003	37 074	11 111	109	154 075
Actualisation des dépréciations sur prêts	4 559	2 025	1 961	-60	4 563
Dépréciation des créances douteuses - intérêts	1 554	343	187	69	1 779
Totaux	134 116	39 442	13 259	118	160 417

2.6 Ventilation des risques immobiliers

Le montant total des créances brutes et des engagements non pondérés enregistrés en hors bilan (y compris Crédit bail immobilier et dérivés de taux) concernant le financement des professionnels de l'immobilier est de 11 235,36 millions d'euros en 2018.
(9 879,41 millions d'euros en 2017).

Le montant total se répartit ainsi :

	2018	2017
Forme d'engagement :		
Crédits bruts inscrits au bilan	52 %	51 %
Engagements hors-bilan	48 %	49 %
- dont engagements de financement	29 %	31 %
- dont engagements de garantie	16 %	16 %
- dont engagements de crédit-bail immobilier	3 %	2 %
Type de bénéficiaire :		
Promoteurs et Aménageurs Fonciers + SEM	33 %	33 %
Marchands de biens	6 %	5 %
Grandes foncières cotées	28 %	35 %
Investisseurs et autres sociétés foncières	18 %	16 %
Financements spécialisés immobilier	15 %	11 %
Type de produits :		
Immobilier résidentiel	40 %	38 %
Bureaux	33 %	36 %

Locaux commerciaux	19 %	19 %
Locaux d'activité	3 %	2 %
Autres	6 %	5 %
Localisation géographique immobilier logement :		
France	93 %	98 %
Reste de l'UE	7 %	2 %
Reste du monde	0 %	0 %

En millions d'Euros	Montants 2018	Montants 2017
Encours douteux	52,9	35,6
Provisions	28,7	24,4
Taux de provision	54 %	68 %

2.7 Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle

2018 Actif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un an à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Créances sur les établissements de crédit						
A vue	3 557 784					3 557 784
A terme	2 015	45	360	6 978	4	9 402
Créances sur la clientèle						
Créances commerciales	159 971	7 019				166 990
Autres concours à la clientèle	3 043 087	1 099 536	5 737 495	4 119 089	19 642	14 018 849
Comptes ordinaires débiteurs	854 485					854 485
Titres reçus en pension livrée						0
Prêts participatifs clientèle						0
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
<i>dont titres de transaction</i>						<i>0</i>
Actions et autres titres à revenu variable				21		21
Totaux	7 617 342	1 106 600	5 737 855	4 126 088	19 646	18 607 531

Les comptes ordinaires douteux sont considérés comme étant immédiatement exigibles.

Les autres créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

Les crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle s'élèvent au 31.12.2018 à 86 317 milliers d'euros.

2018 Passif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un an à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Dettes envers les établissements de crédit						
A vue	44 076					44 076
A terme	314 293	2 079 257	2 246 751	379 990	8 267	5 028 558
Comptes créditeurs de la clientèle						
Comptes d'épargne à régime spécial						
A vue	283 482					283 482
A terme	1 168 260		125	205		1 168 590
Autres dettes						
A vue	5 342 500					5 342 500
A terme	1 076 507	3 165 370	1 020 151	249	5 493	5 267 770
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	141				2	143
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables			3 450	7 750	56	11 256
Emprunts obligataires						
Autres dettes représentées par un titre						
Dettes subordonnées				281 000	81	281 081
Totaux	8 229 259	5 244 627	3 270 477	669 194	13 899	17 427 456

Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle (année précédente)

2017 Actif	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un an à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	Total
Créances sur les établissements de crédit						
A vue	4 809 741					4 809 741
A terme	51 688	45	357	6 254	58	58 402

Créances sur la clientèle						
Créances commerciales	284 505	704				285 209
Autres concours à la clientèle	2 753 354	994 185	5 294 948	3 547 600	17 256	12 607 343
Comptes ordinaires débiteurs	887 584					887 584
Titres reçus en pension livrée						0
Prêts participatifs clientèle						0
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
<i>dont titres de transaction</i>						<i>0</i>
Actions et autres titres à revenu variable				21		21
Totaux	8 786 872	994 934	5 295 305	3 553 875	17 314	18 648 300

Les comptes ordinaires douteux sont considérés comme étant immédiatement exigibles.

Les autres créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

Les crédits à durée indéterminée accordés à la clientèle s'élèvent au 31.12.2017 à 98 616 milliers d'euros.

2017	inférieure ou égale à trois mois	de trois mois à un an	de un an à cinq ans	plus de cinq ans et à durée indéterminée	Intérêts courus et échus	TOTAL
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit						
A vue	185 879					185 879
A terme	476 742	53 795	3 811 839	139 968	6 003	4 488 347
Comptes créditeurs de la clientèle						
Comptes d'épargne à régime spécial						
A vue	356 276					356 276
A terme	1 485 050	65	121	245	2	1 485 483
Autres dettes						
A vue	4 734 631				1	4 734 632
A terme	1 290 918	3 768 732	707 534	11 179	5 788	5 784 151
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse			137		2	139
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		6 000	3 300		1 660	10 960
Emprunts obligataires						
Autres dettes représentées par un titre						
Dettes subordonnées		20 000		281 000	83	301 083
Totaux	8 529 496	3 848 592	4 522 931	432 392	13 539	17 346 950

2.8 Portefeuille titres : ventilation entre portefeuille transaction, placement et investissement

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Total 2018	Total 2017
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Actions et autres titres à revenu variable		21		21	21
Actions propres					
Totaux		21		21	21

2.9 Portefeuille titres : ventilation selon la cotation

	Titres cotés	Titres non cotés	Total 2018	Total 2017
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable	1	20	21	21
Actions propres				
Totaux	1	20	21	21

2.10 Sociétés à responsabilité illimitée dans lesquelles l'établissement est associé

Nom de la société	Siège social	Forme juridique
FONCIERE DU CREDIT MUTUEL SCI RHIN ET DANUBE	STRASBOURG LYON	Société en Nom Collectif Société Civile Immobilière

2.11 Fonds Propres

	Montant 2017	Affectation Résultat	Variations 2018	Montant 2018
Capital	134 049			134 049
Prime d'émission	368 011			368 011

Réserve légale	12 957	448		13 405
Réserve statutaire	590 834	64 000		654 834
Autres réserves et provisions réglementées	2 244			2 244
Report à nouveau	101	424		525
Résultat	99 835	-99 835	109 853	109 853
Dividende versé	0	34 963	-34 963	0
Totaux	1 208 031	0	74 890	1 282 921
Fonds pour risques bancaires généraux - FRBG	200 000			200 000
Total des fonds propres (y compris FRBG)	1 408 031	0	74 890	1 482 921

Le capital social se compose de 6 702 446 actions d'une valeur nominale de 20 euros chacune.

Toutes les actions sont des actions ordinaires, chacune ayant un droit de vote et ouvrant droit au même dividende

2.12 Frais d'établissement, frais de recherche et de développement et fonds commerciaux

	Montant 2018	Montant 2017
Frais d'établissement		
Frais de constitution		
Frais de premier établissement		
Frais d'augmentation de capital et d'opérations diverses		
Frais de recherche et de développement		
Fonds commerciaux	1 094	1 067
Totaux	1 094	1 067

2.13 Créances éligibles au refinancement d'une banque centrale

Le montant des créances clientèle éligibles au refinancement de la banque centrale est de 1 353 707 milliers d'euros au 31.12.2018

2.14 Intérêts courus à recevoir ou à payer

Actif	Intérêts courus à recevoir 2018	Intérêts courus à recevoir 2017
Caisse, banques centrales		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit		
A vue		
A terme	4	58
Créances sur la clientèle		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	19 642	17 256
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Promotion immobilière		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Totaux	19 646	17 314

Passif	Intérêts courus à payer 2018	Intérêts courus à payer 2017
Banques centrales		
Dettes envers les établissements de crédit		
A vue		
A terme	8 267	6 003
Comptes créditeurs de la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme	5 493	5 792
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	2	2
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	56	1 660
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre	81	83
Totaux	13 899	13 540

2.15 Postes "Autres actifs" et "Autres passifs"

Autres actifs	Montant 2018	Montant 2017
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Débiteurs divers	37 048	33 735
Succursales territoriales		
Avoirs en or et métaux précieux		
Autres stocks et assimilés		
Autres emplois divers		
Totaux	37 048	33 735

Autres passifs	Montant 2018	Montant 2017
Instruments conditionnels vendus		
Dettes de titres de transaction		
<i>dont dettes sur titres empruntés</i>		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Versements restant à effectuer sur titres non libérés		
Créditeurs divers	61 847	96 696
Totaux	61 847	96 696

2.16 Comptes de régularisation

Actif	Montant 2018	Montant 2017
Siège et succursale - réseau		
Comptes d'encaissement	45 507	75 486
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écarts		
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués	45	50
Pertes à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués		
Charges à répartir	2 716	3 044
Charges constatées d'avance		130
Produits à recevoir	6 459	6 441
Comptes de régularisation divers	482 194	128 978
Totaux	536 921	214 129

Passif	Montant 2018	Montant 2017
Siège et succursale - réseau		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement		
Comptes d'ajustement		
Comptes d'écarts		
Gains potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non dénoués		
Gains à étaler sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme dénoués		
Produits constatés d'avance	1 969	2 204
Charges à payer	19 797	18 710
Comptes de régularisation divers	252 056	86 229
Totaux	273 822	107 143

2.17 Provisions

	Montant 2018	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant 2017
Charges de retraite					
Risques d'exécution d'engagement par signature	9 155	3 394	1 046		6 807
Risques sur opérations de promotion immobilière					
Provisions pour risques-pays					
Provisions pour impôt					
Provisions pour risques	420	239	732		913
Intérêts et charges assimilées	730	307	1 389		1 812
Autres provisions	3				3
Totaux	10 308	3 940	3 167	0	9 535

2.18 Epargne Logement

	Solde 2018	Solde 2017	Provisions 2018	Provisions 2017
Plans d'épargne logement	821	839	3	3
Comptes d'épargne logement	32	48		
Prêts épargne logement				
Totaux	853	887	3	3

2.19 Contre-valeur en euros de l'actif et du passif en devises hors zone euro

Actif	Montant 2018 Devises hors zone Euro	Montant 2017 Devises hors zone euros
Caisse, banques centrales	5 684	8 597
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	35 397	22 516
Créances sur la clientèle	317 124	216 930
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	16	15
Promotion immobilière		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Autres actifs	155	461
Comptes de régularisation	17 285	144
Total activité devises	375 661	248 663
Pourcentage du total actif	1,95 %	1,31 %

Passif	Montant 2018 Devises hors zone Euro	Montant 2017 Devises hors zone euros
Banques centrales		
Dettes envers les établissements de crédit	262 918	139 080
Comptes créditeurs de la clientèle	107 989	106 558
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	48	68
Comptes de régularisation	4 706	2 957
Provisions pour risques et charges		
Dettes subordonnées		
Total activité devises	375 661	248 663
Pourcentage du total passif	1,95 %	1,31 %

2.20 Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1^{er} janvier 2016, les informations suivantes, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 383 comptes pour 2 846 372,27 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 3 comptes pour 83 721,16 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

2.21 Mouvements ayant affecté les postes de l'actif immobilisé

	Valeur brute au 31.12.18	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31.12.17
Immobilisations financières	13 279	1 772	15	11 522
Immobilisations corporelles				
d'exploitation	5 206	528	123	4 801
hors exploitation	223			223
Immobilisations incorporelles				
d'exploitation	1 268	47		1 221
hors exploitation				
Totaux	19 976	2 347	138	17 767

2.22 Amortissements et provisions sur actif immobilisé

Amortissements	Amortissements au 31.12.18	Dotations	Reprises	Amortissements au 31.12.17
Immobilisations financières				
Immobilisations corporelles				
d'exploitation	4 085	206	104	3 983
hors exploitation	168			168
Immobilisations incorporelles				
d'exploitation	175	21		154
hors exploitation				
Totaux	4 428	227	104	4 305

Provisions	Provisions au 31.12.18	Dotations	Reprises	Provisions au 31.12.17
Immobilisations financières	0			
Immobilisations corporelles	0			
Immobilisations incorporelles	0			
Totaux	0	0	0	0

Notes annexes au hors bilan

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers d'euros.

3.1 Actifs donnés en garantie d'engagements

	Montant 2018	Montant 2017
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme	néant	néant
Autres valeurs affectées en garantie	néant	néant
Totaux		

3.2 Opérations à terme en devises non encore dénouées à la date de clôture du bilan

	Montant 2018		Montant 2017	
Opérations de change à terme	néant	néant	néant	néant
. Euros à recevoir contre devises à livrer				
. Devises à recevoir contre euros à livrer				
. Devises à recevoir contre devises à livrer				
Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'instruments de cours de change	néant	néant	néant	néant
Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de cours de change	néant	néant	néant	néant

3.3 Autres opérations à terme non encore dénouées à la date de clôture du bilan

	Montant 2018	Montant 2017
Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'instruments de taux d'intérêt	néant	néant
Opérations effectuées de gré à gré sur instruments de taux d'intérêt	2 096 805	2 746 713
. Opérations fermes de couverture	2 096 805	2 746 713
<i>dont : - swaps euros de couverture</i>	2 096 805	2 746 713
- achat de FRA couverture		
- vente de FRA couverture		
. Opérations conditionnelles de couverture	néant	néant
<i>dont : - achat CAP FLOOR couverture</i>		
- vente CAP FLOOR couverture		
. Autres opérations fermes	néant	néant
<i>dont : - swaps euros de spéculation</i>		
- achat de FRA spéculation		
- vente de FRA spéculation		
Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés d'autres instruments que les instruments de taux d'intérêt et de cours de change	néant	néant
Opérations effectuées de gré à gré sur d'autres instruments que les instruments de taux d'intérêt et de cours de change	néant	néant

3.4 Juste valeur des instruments dérivés

Valeur de marché (en milliers d'euros) Comptes individuels	31.12.2018		31.12.2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risques de taux - comptabilité de couverture (micro et macro)				
Instruments conditionnels ou optionnels				
Instruments fermes autres que swaps				
IRS	11 156		13 410	2 313
Risques de taux - hors comptabilité de couverture				
Instruments conditionnels ou optionnels				
Instruments fermes autres que swaps				
IRS				
Risques de change				
Instruments conditionnels ou optionnels				
Instruments fermes autres que swaps				
swaps				
Risques de crédit				
CDS				
Autres risques				
Instruments conditionnels ou optionnels				
Instruments fermes autres que swaps				
swaps				

La présentation de cette annexe résulte de l'application des règlements du CRC n° 2004-14 à 2004-19 relatifs aux informations à fournir sur la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur des instruments dérivés est déterminée par rapport à leur valeur de marché, ou à défaut par l'application de modèles de marché.

Notes annexes au compte de résultat

Les chiffres donnés dans les différents tableaux qui suivent sont exprimés en milliers d'euros.

4.1 Produits et charges d'intérêts

Produits	Produits 2018	Produits 2017
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	-15 674	-14 645
Produits sur opérations avec la clientèle	219 172	218 768
Produits sur obligations ou autres titres à revenu fixe		
Produits sur prêts subordonnés		
Autres produits à caractère d'intérêts	62 747	61 934
Dotations / reprises de provisions relatives aux intérêts	-102	233
Totaux	266 143	266 290

Charges	Charges 2018	Charges 2017
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-17 815	-17 875
Charges sur opérations avec la clientèle	-11 026	-19 090
Charges sur obligations ou autres titres à revenu fixe	-489	-482
Charges sur emprunts subordonnés	-1 744	-1 820
Autres charges à caractère d'intérêts	-209	-207
Totaux	-31 283	-39 474

4.2 Revenu des titres à revenu variable

	Montant 2018	Montant 2017
Revenus des actions et autres titres à revenu variable de placement		1
Revenus des titres participations et de filiales		
Revenus des titres de l'activité de portefeuille		
Totaux	0	1

4.3 Commissions

Produits	Produits 2018	Produits 2017
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		
Commissions sur opérations avec la clientèle	40 427	39 414
Commissions relatives aux opérations sur titres	1	1
Commissions sur opérations de change	194	189
Commissions sur engagements titres		
Commissions relatives aux opérations sur instruments		

financiers à terme		
Commissions sur prestations de services pour le compte de tiers	367 479	333 789
Autres commissions d'exploitation bancaire	6 476	4 698
Commissions sur activités non bancaires	5 043	4 493
Totaux	419 620	382 584

Charges	Charges 2018	Charges 2017
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		-2
Commissions sur opérations avec la clientèle	-3 356	-3 293
Commissions relatives aux opérations sur titres	-236	-181
Commissions sur opérations de change		
Commissions sur opérations hors-bilan		
Commissions sur engagements sur titres		
Commissions relatives aux opérations sur instruments financiers à terme		
Commissions sur prestations de services pour le compte de tiers	-353 733	-315 039
Autres commissions d'exploitation bancaire	-11	-19
Totaux	-357 336	-318 534

4.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	Montant 2018	Montant 2017
Gains sur titres de transaction		
Gains sur opérations de change	1 500	927
Totaux	1 500	927

4.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Montant 2018	Montant 2017
Gains / pertes sur titres de placement	1	0
Totaux	1	0

4.6 Autres produits d'exploitation bancaire

	Montant 2018	Montant 2017
Revenus des immeubles		
Récupérations frais sur clients		
Autres produits	1 235	4 450
Totaux	1 235	4 450

4.7 Autres charges d'exploitation bancaire

	Montant 2018	Montant 2017
Dotations aux amortissements		
Frais de télétransmission	-789	-723
Cotisations fonds de garantie		
Autres charges	-1 046	-4 849
Totaux	-1 835	-5 572

4.8 Charges générales d'exploitation

	Montant 2018	Montant 2017
Salaires et traitements	-26 961	-26 530
Charges sociales	-11 026	-10 358
Intéressement et participation des salariés	-2 797	-2 797
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-3 523	-3 547
Autres impôts et taxes	-14 503	-13 715
Services extérieurs	-35 974	-34 313
Dot. / Reprises de provisions sur charges générales d'exploitation		
Totaux	-94 784	-91 260

Les principes et règles de rémunérations sont décrits dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, repris au chapitre 2 de ce rapport annuel.

Dans ce cadre, les montants globaux des rémunérations et indemnités de toutes natures versées aux quatre dirigeants de la BECM membres rémunérés des organes exécutif et délibérant se sont élevés à 1 097 875,20 euros en 2018.

CICE : Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, comptabilisé au crédit des charges de personnel s'élève à **481 787 € au titre de l'exercice 2018**.

Le CICE a notamment permis de maintenir, voire d'accroître le financement de la formation des salariés à un niveau bien au-delà des allocations réglementaires et d'améliorer globalement la compétitivité du groupe, à travers des efforts notamment :

- en matière d'investissements dans de nouvelles technologie telles que les outils numériques (tablettes) et systèmes de visioconférences ;
- en développements informatiques d'un assistant virtuel, basé sur les technologies cognitives, conçu pour apporter encore davantage de qualité de service aux sociétaires et clients ;
- en développements de nouveaux moyens de paiement par téléphone et services annexes ;
- en recherches de nouveaux services à destination de la clientèle de commerçants ;
- dans le déploiement de la signature électronique des contrats à distance.

4.8a Honoraires des CAC

Les montants sont TTC et en milliers d'Euros	Montant 2018	Montant 2017
Certification des comptes	-217	-114
KPMG Audit	-91	-62
ERNST & YOUNG et Autres	-126	-52
Services autres que la certification des comptes	-80	-66
KPMG Audit	-63	-39
ERNST & YOUNG et Autres	-17	-27
Totaux	-297	-180

Les services autres que la certification des comptes reprennent les honoraires liés à l'émission de documents pour les reportings BCE, aux reportings et à la publication des comptes à Saint Martin.

4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

	Montant 2018	Montant 2017
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	-227	-192
Dotations aux provisions sur immobilisations incorporelles		
Totaux	-227	-192

4.10 Coût du risque

	Montant 2018	Montant 2017
Dotations aux provisions liées à des créances	-39 099	-61 430
Créances irrécouvrables	-3 247	-17 070
Reprises de provisions liées à des créances	13 072	38 684
Récupération des créances amorties	165	81
Dotations aux provisions liées à des opérations de hors bilan	-3 394	-2 952
Dotations aux provisions liées à d'autres risques et charges		
Reprises de provisions liées à des opérations de hors bilan	1 066	2 117
Reprises de provisions liées à d'autres risques et charges		
Totaux	-31 437	-40 570

4.11 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	Montant 2018	Montant 2017
Pertes sur immobilisations corporelles		
Pertes sur titres d'investissement		
Pertes sur titres de participation		
Gains sur cessions d'immobilisations incorporelles		
Gains sur cessions d'immobilisations corporelles	-11	-4
Gains sur titres d'investissement		
Gains sur titres de participation		
Totaux	-11	-4

4.12 Résultat exceptionnel

	Montant 2018	Montant 2017
Charges exceptionnelles	-588	
Produits exceptionnels	172	179
Résultat snc		-600
Autres dotations pour charges exceptionnelles		
Autres reprises pour charges exceptionnelles		
Totaux	-416	-421

4.13 Impôt sur les sociétés

	Montant 2018	Montant 2017
Impôt sur les sociétés afférent au résultat ordinaire	-58 425	-54 157
Impôt sur les sociétés afférent au résultat exceptionnel		
Avoirs fiscaux et crédits d'impôt	15	
Provisions pour redressement fiscal		
Impôt étranger	-2 907	-4 234
Redressements fiscaux / dégrèvements		
Totaux	-61 317	-58 391

4.14 FRBG et provision pour investissement

	Montant 2018	Montant 2017
Dotations FRBG (Fonds pour Risques Bancaires Généraux)		
Provisions pour investissement		
Totaux	0	0

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Banque Européenne du Crédit Mutuel,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Européenne du Crédit Mutuel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**• Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

• Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Evaluation des dépréciations pour risque de crédit avéré sur les encours de prêts à la clientèle

Risque identifié	Notre réponse
La société Banque Européenne du Crédit Mutuel constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir le risque de crédit avéré sur ses expositions à la clientèle.	Nous avons examiné les processus et les contrôles relatifs à l'attribution des notes internes des prêts et créances qui présentent un risque de défaut avéré, ainsi que les procédures de quantification des dépréciations correspondantes.
Des dépréciations de prêts et de créances sont constituées pour couvrir ces risques, sur une base individuelle. Des provisions sont constituées pour les engagements de financement et de garantie. Les dépréciations et les provisions sont constatées dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur.	Nous avons examiné : <ul style="list-style-type: none"> • en faisant appel à nos spécialistes en systèmes d'information, les dispositifs qui garantissent l'intégrité des données utilisées par les modèles de notation et de dépréciation ; • sur un échantillon de créances, le classement des encours entre encours sains et encours douteux.
Les dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés.	
Au 31 décembre 2018, les créances douteuses sur la clientèle s'élèvent à M€ 254. Les dépréciations et les provisions associées s'élèvent, respectivement, à M€ 160 et M€ 6, tel que présenté dans les notes 2.4 et 2.17 de l'annexe aux comptes annuels.	S'agissant du risque de crédit sur les entreprises, nous avons : <ul style="list-style-type: none"> • pris connaissance des comptes rendus des décisions de la gouvernance sur les dépréciations ;

Les principes suivis en matière de provisionnement du risque de crédit sont décrits dans la note 1 « Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation » de l'annexe aux comptes annuels.

L'évaluation des dépréciations et des provisions requiert l'exercice du jugement pour l'identification des expositions présentant un risque de non-recouvrement, ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.

Nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et des provisions constitue un point clé de l'audit en raison de :

- l'importance relative des encours de prêts dans le bilan ;
- la complexité de l'estimation des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut ou des flux futurs recouvrables.

• par sondages, examiné des dossiers de crédits dépréciés pour contrôler la documentation de la note de crédit et du niveau de dépréciation retenu ;

• et, le cas échéant, apprécié le bien-fondé des ajustements apportés manuellement aux notes de crédit internes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

• Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Européenne du Crédit Mutuel par votre assemblée générale du 16 décembre 2005 pour le cabinet KPMG S.A. et du 15 mai 1992 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans sa seizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingt-septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son

exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 25 avril 2019

Les Commissaires aux Comptes :

KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan Baaj

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de notre établissement 4, rue F-Guillaume Raiffeisen, 67000 Strasbourg.